

**Québec solidaire : seul parti politique au Québec**  
**qui a mis la gratuité scolaire, de la garderie à l'université, à son programme**

L'engagement de Québec solidaire sur l'éducation, lors des dernières élections, disait :

Québec solidaire éliminera progressivement les subventions aux établissements privés et les frais de scolarité et ajoutera des ressources complémentaires dans le but d'offrir à tous et toutes une éducation publique laïque, gratuite et de qualité.

Cet engagement incluait également des mesures pour éliminer l'endettement étudiant pendant la période transitoire vers la gratuité.

La preuve n'est plus à faire des bienfaits de la gratuité scolaire. Il n'y a que la pauvreté de l'État ou une volonté de préserver des privilèges qui peuvent s'y objecter. Et ce sont ces deux obstacles que l'idéologie et les politiques néolibérales érigent contre elle. Quand l'État paraît ne plus pouvoir assurer un système d'éducation adéquat, on voit les grandes entreprises industrielles et financières accourir pour infléchir le développement du système scolaire dans le sens de leurs intérêts. Il y a déjà des chaires et des bourses qui portent leurs noms. Pourquoi pas des écoles primaires et des garderies subventionnées par Microsoft ou Coca-cola.

Mais tout cela n'est possible que si l'État se retire, discrètement, peu à peu. Vous connaissez la chanson, je pense. Aux dernières nouvelles, c'était le ministère de l'Environnement qui faisait des mises à pied, mais c'est partout qu'on coupe : il faut réduire la taille de l'État.

Québec solidaire, c'est l'inverse de cela. Non pas que les entreprises milliardaires n'auraient plus à payer, mais c'est l'État qu'elles paieraient pour qu'il entretienne un système d'éducation qui répond aux besoins de tous et non pas seulement à ceux des géants de la finance et de l'industrie.

Je regroupe en deux genres les objections que Québec solidaire rencontre lorsqu'il présente cet aspect de son programme : les objections idéologiques et les objections «réalistes».

Les premières tournent autour de l'idée ou plutôt autour du sens du mot «socialisme». Même les documents de Québec solidaire n'utilisent pas ce mot. Je l'ai très rarement entendu

dans les Congrès ou les Conseils du parti. Disons que c'est pour éviter les disputes, justement, sur la signification du mot. Le parti socialiste français de Segolen Royal est-il socialiste? Le travailliste Tony Blair était socialiste paraît-il, si l'on fie aux magazines à grand tirage. Bref, ce serait peut-être entrer dans des discussions inutilement longues que de vouloir s'accrocher à l'étiquette socialiste. D'autant plus que, dans le cas de la gratuité scolaire, on pourrait bien nous dire que Sarkozy, qui n'est pourtant pas socialiste, n'imposera sûrement pas des frais de scolarité dans les universités françaises. Tout cela sans parler de la Russie, de la Chine, de Cuba, du Vénézuéla, etc.

Québec solidaire préfère donc se dire de gauche, simplement, et insiste sur des valeurs qui conduisent, entre autres, à la gratuité scolaire universelle : justice sociale, égalité, solidarité, redistribution de la richesse, une économie au service des personnes et des collectivités. Si vivre selon ces valeurs, c'est être socialiste, eh! bien nous le sommes. Si le mot «gauche» convient mieux, s'il est plus rassembleur et est mieux compris, moins connoté, tant mieux.

Mais il n'y a pas que les objections idéologiques (qui souvent se disent des objections de principe commandées par l'Histoire). Il y a les objections pragmatiques des gens qui se veulent réalistes. Ce sont des objections du genre : «ce serait bien beau mais c'est impossible». Il faut alors poser la question : «Qu'est-ce qui rend cela impossible?» Et on obtient : «On ne peut pas se le payer. Le pays est endetté et toujours sur le bord du déficit». Là-dessus, examinons une seule chose : l'évolution de la source principale des revenus de l'État, l'impôt, au cours des 40 dernières années.

en 1963, les particuliers contribuent pour 45% de l'impôt et les entreprises pour 55%

en 2003, les particuliers contribuent pour 80% de l'impôt et les entreprises pour 20%

Vous me voyez venir, je pense.

1. Il faut rétablir l'équilibre dans cette répartition du fardeau fiscal.
2. Il faut augmenter le nombre de paliers pour l'impôt des particuliers (plus progressif).
3. Il faut lutter **pour vrai** contre l'évasion fiscale

(elle est évaluée à 2,5 milliards par année. En 2004, on en a récupéré 150 millions — c'est la moyenne habituelle— et, en 2005, quand on a mis en place un système un peu

plus sérieux —plus d'inspecteurs avec plus de moyens—, on en a récupéré 325 millions.

Qu'est-ce qui arriverait si on cherchait sérieusement à gagner contre l'évasion fiscale).

4. Il faut imposer entièrement les gains en capital et les dividendes (comme les salaires).
5. Il faut limiter les plafonds des REER et plutôt bonifier la retraite publique.
6. Il faut rationaliser les déductions fiscales.
7. Il faut réduire, sinon abolir, la TVQ sur les biens de première nécessité et écologiquement favorables et l'augmenter sur les biens de luxe et polluants.

Nous vivons dans l'un des pays les plus riches. Maintenir l'écart grandissant entre riches et pauvres est un choix, ici, et non une fatalité. Le néolibéralisme, tout comme le vieux libéralisme auquel il ressemble comme deux gouttes d'eau, compte sur la charité pour répartir la richesse. Les mécènes se vantent de leur générosité en faisant graver leur nom sur des plaques dans toutes les institutions publiques puis déduisent le tout de leurs impôts. Or, non seulement la charité devrait être anonyme, mais elle n'est qu'un plaisir de riches qui ne résout pas le problème des pauvres. L'enrichissement des derniers quarante ans, et la charité qu'il a permise, n'a fait que creuser l'écart entre riches et pauvres.

L'État ne fait pas la charité lorsqu'il assure le respect des droits sociaux des citoyens et citoyennes : droit à l'éducation, droit au logement, à la santé, à une véritable défense en cour, au travail et à un revenu décent même quand le travail est impossible.

Ce sont tous ces droits qui sont attaqués aujourd'hui. On construit moins de logements sociaux, il y a moins d'avocats à l'aide juridique, la charge de travail a doublé dans les services sociaux, les subventions des groupes communautaires sont réduites et distribuées au compte goutte, on cherche à privatiser les services de santé, on refuse d'augmenter le salaire minimum de façon significative, on n'indexe qu'à moitié les allocations déjà maigres de l'aide sociale et, finalement on commence à augmenter (ou on continue d'augmenter) les frais de scolarité.

Dans chacun de ces domaines, chaque groupe concerné résiste comme il peut, mais il y a peu de victoire. Et avec un parti de gauche qui n'a même pas 7,000 membres dans toute la province et qui n'obtient pas 4% du vote, la situation, je pense, n'a pas fini de se détériorer.

Au risque d'avoir l'air d'un vendeur de balayeuse, je vous demande d'adhérer à Québec solidaire (si vous ne l'avez déjà fait), ça ne coûte que \$5., et, mieux, je vous suggère de vous joindre activement à l'association de Québec solidaire dans votre circonscription ou dans votre université; c'est là que se construit la force qui renversera la vapeur qui nous comprime actuellement.

Peut-être qu'une fois dans Québec solidaire, vous pourrez convaincre les autres membres que c'est le salaire étudiant et le salaire citoyen qu'il faut réclamer et instaurer.

Bernard La Rivière